



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**LETTER OF INTEREST**

**LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Information Products/Produits d'information

L'Esplanade Laurier,

East Tower 7th Floor

140 O'Connor, Street

Ottawa

Ontario

K1A 0R5

<b>Title - Sujet</b> DDR- Svcs de vérification de crédit	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> E60PI-19CRDT/A	<b>Date</b> 2019-07-08
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> E60PI-19CRDT	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$\$PI-035-77444
<b>File No. - N° de dossier</b> pi035.E60PI-19CRDT	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2019-08-16</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Henry, Katelyn	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> pi035
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (343) 550-0484 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1 - INTRODUCTION.....</b>	<b>2</b>
1.1 CONTEXTE .....	2
1.2 OBJECTIF DE CETTE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS (DDR).....	2
1.3 NATURE DE LA DDR .....	2
<b>2 – INSTRUCTIONS POUR RÉPONDRE À LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS.....</b>	<b>3</b>
2.1 NATURE ET FORMAT DES RÉPONSES DEMANDÉES .....	3
2.2 COÛTS ASSOCIÉS AUX RÉPONSES .....	3
2.3 RÉPONSES .....	3
2.4 CONTENU DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS .....	3
2.5 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES RÉPONSES.....	4
2.6 PRÉSENTATION DES RÉPONSES .....	4
2.7 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ.....	4
2.8 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.....	4
<b>3 – QUESTIONS AUX RÉPONDANTS .....</b>	<b>5</b>

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

### Offre à commandes principale et nationale pour les services de vérification de crédit

#### 1 - INTRODUCTION

##### 1.1 Contexte

Le Canada souhaite évaluer l'intérêt de l'industrie à fournir des services de vérification de crédit **pour le filtrage du personnel** comme suit :

- (a) Acquisition de dossiers de crédit complets de particuliers soumis par voie électronique au fournisseur de services, en format de requête individuelle et en format de requête en lot (XML);
- (b) Services de soutien aux clients, y compris des séances internes de formation, du dépannage et du soutien en matière de TI;
- (c) Livraison de dossiers de crédit complets de particuliers en format électronique, de façon claire et en temps opportun. La portée des travaux à réaliser et les limites des pouvoirs du fournisseur de services seront définies davantage dans tout instrument d'approvisionnement subséquent et pourraient être fondées sur les commentaires de l'industrie recueillis par l'entremise de la présente demande de renseignements (DDR).

**REMARQUE : Le présent besoin vise à acquérir les dossiers de crédit de particuliers aux fins du FILTRAGE DE SÉCURITÉ DU PERSONNEL SEULEMENT. Sauf pour ce qui est de la question 3.19, on demande à l'industrie de répondre aux questions de la présente DDR uniquement en ce qui a trait aux dossiers de crédit de particuliers aux fins du filtrage de sécurité du personnel.**

##### 1.2 Objectif de cette demande de renseignements (DDR)

Dans le but de satisfaire aux exigences décrites ci-dessus, le Canada cherche à obtenir des renseignements sur les fournisseurs de services de vérification de crédit.

Les objectifs principaux de la présente DDR sont les suivants :

- (a) Déterminer la capacité des fournisseurs à fournir les services décrits dans la Section 1.1 ci-dessus;
- (b) Solliciter des commentaires et des recommandations sur toute question qui aurait une incidence sur la capacité du fournisseur à satisfaire aux exigences, et, plus précisément, les questions relatives à la limitation de responsabilité; et
- (c) Tirer profit des connaissances et de l'expertise de l'industrie en ce qui concerne les pratiques exemplaires qui augmenteraient les chances de satisfaction des présentes exigences ou des exigences semblables.

##### 1.3 Nature de la DDR

La présente DDR n'est ni un appel d'offres ni une OCPN. Elle ne donnera pas lieu à une entente ni à un marché. Elle ne constitue nullement un engagement de la part du gouvernement du Canada et n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être réclamé au Canada. Enfin, elle ne doit pas être considérée comme un engagement à l'égard de la publication d'une

demande de soumissions subséquente ou de l'attribution d'un contrat pour les travaux décrits dans le présent document.

La participation à cette DDR est encouragée, mais elle n'est pas obligatoire. La présente DDR ne servira pas à établir une liste de fournisseurs éventuels pour les travaux à venir. De plus, la participation à la présente DDR n'est ni une condition ni un préalable pour participer à toute demande de soumissions subséquente.

## **2 – INSTRUCTIONS POUR RÉPONDRE À LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

### **2.1 Nature et format des réponses demandées**

La partie 3 comprend un certain nombre de questions, dont le Canada est à la recherche de réponses, avant la finalisation et l'émission de tout instrument d'achat associé.

### **2.2 Coûts associés aux réponses**

Les répondants ne recevront aucun remboursement pour les frais engagés pour répondre à la présente DDR.

### **2.3 Réponses**

- (a) Les réponses ne seront pas officiellement évaluées, mais peuvent cependant être utilisées par le Canada pour élaborer ou modifier des stratégies d'approvisionnement. Le Canada examinera toutes les réponses reçues d'ici la date de clôture de la DDR. Cependant, s'il le juge opportun, il pourrait examiner les réponses reçues après la date de clôture de la DDR. En ce qui concerne la question de savoir si les commentaires et les suggestions des répondants sont acceptables pour le Canada, la décision est entièrement à la discrétion du Canada.
- (b) Une équipe d'examen, composée de représentants du (des) client(s) (selon le cas) et de fonctionnaires de SPAC, examinera les réponses reçues. Le Canada se réserve le droit d'engager des experts-conseils indépendants ou d'utiliser les ressources du gouvernement qu'il juge nécessaires pour examiner les réponses. Toutes les réponses ne seront pas nécessairement soumises à l'examen de tous les membres de l'équipe d'examen.
- (c) Même si les renseignements recueillis sont considérés comme étant de nature commerciale (dans ce cas, ils seront traités en conséquence par le Canada), le Canada peut utiliser l'information aux fins de rédaction d'une ébauche des exigences de rendement provisoires (qui peuvent faire l'objet de modifications). Les répondants sont encouragés à indiquer, dans les renseignements fournis au Canada, tout renseignement qu'ils considèrent comme exclusif ou confidentiel. Veuillez noter que le Canada pourrait être tenu par la loi (p. ex. en réponse à une demande en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels) de divulguer des renseignements exclusifs ou commercialement sensibles au sujet d'un répondant.
- (d) Le Canada peut, à sa discrétion, communiquer avec les répondants pour leur poser des questions supplémentaires ou leur demander des précisions quant à un aspect d'une réponse.

### **2.4 Contenu de la demande de renseignements**

La présente DDR contient un certain nombre des questions à l'intention de l'industrie. Des commentaires au sujet de tout aspect de cette demande de renseignements sont les bienvenus.

---

## 2.5 Instructions pour la préparation des réponses

Le Canada demande aux répondants de fournir leurs réponses aux questions décrites à la partie 3 de la présente DDR. Afin de faciliter l'examen de toute rétroaction, le Canada demande aux répondants d'énumérer leurs réponses en suivant l'ordre des questions énoncées dans la partie 3.

## 2.6 Présentation des réponses

Les fournisseurs intéressés peuvent présenter leur réponse à l'autorité contractante de SPAC mentionnée ci-dessous, par courrier électronique :

Katelyn Henry  
[Katelyn.Henry@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:Katelyn.Henry@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Un point de contact pour le répondant devrait être inclus dans son courriel (nom, numéro de téléphone et adresse de courriel). Les répondants doivent également inclure le nom et l'adresse de leur entreprise, et doivent s'assurer de faire référence au numéro de la DDR E60PI-19CRDT/A.

La présente DDR peut faire l'objet de modifications; le cas échéant, elles seront affichées sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement. Les répondants peuvent visiter <http://www.Achatsetventes.gc.ca> pour les changements et mises à jour continues.

## 2.7 Exigences en matière de sécurité

Il n'y a pas d'exigence en matière de sécurité pour la présentation d'une réponse à la présente DDR. Cependant, tout véhicule d'approvisionnement potentiel associé au besoin peut inclure des exigences de sécurité pour la conduite des travaux qui en résultent.

## 2.8 Demandes de renseignements

Toutes les demandes de renseignements relatives à la présente DDR doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante de SPAC indiquée ci-dessous :

Katelyn Henry  
Spécialiste en approvisionnements

Travaux publics et services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements

343-550-0484  
[Katelyn.Henry@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:Katelyn.Henry@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Comme la présente DDR ne constitue pas un processus de demande de soumissions, le Canada n'a aucune obligation de répondre aux demandes de renseignements par écrit ni de faire circuler les réponses à tous les fournisseurs potentiels. Le Canada fournira de l'information jugée pertinente et appropriée.

---

### 3 – QUESTIONS AUX RÉPONDANTS

Pour aider le Canada à obtenir des rétroactions de l'industrie liées aux services de vérification de crédit, les répondants sont invités à soumettre des réponses aux questions ci-dessous. Les répondants sont invités à répondre à autant de questions que possible, et selon le rôle de leur entreprise, le cas échéant.

- 3.1 Quel pourcentage de votre volume d'affaires total le gouvernement du Canada représente-t-il? Cela comprend tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral avec lesquels votre entreprise détient des contrats ou à qui elle facture des services de dossiers de crédit offerts.
- 3.2 Votre entreprise possède-t-elle des autorisations de sécurité valides du Secteur de la sécurité industrielle (SSI) de SPAC pour les éléments suivants : attestation de sécurité d'installation, attestation de vérification d'organisation désignée et autorisation de détenir des renseignements? Si votre entreprise ne dispose pas des autorisations valides, serait-elle disposée à les obtenir?
- 3.3 Votre entreprise considère-t-elle les **vérifications de crédit aux fins du filtrage de sécurité du personnel** comme un bien ou un service? Veuillez expliquer brièvement la classification de votre entreprise.
- 3.4 D'après la compréhension du Canada de l'industrie de la vérification de crédit, la clause 2010C – Conditions générales 2010C : services (complexité moyenne) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/3/2010C/17>) correspond le mieux au présent besoin portant sur les **vérifications de crédit aux fins du filtrage de sécurité du personnel**. Pourriez-vous nous indiquer si votre entreprise est disposée à se conformer à ces conditions?
- 3.5 En tant que fournisseur de services, exigez-vous que les clients se conforment à un ensemble spécifique de conditions générales?
- 3.6 Pour les entreprises ayant des conditions spécifiques: Le Canada propose que les conditions négociées entre SPAC et tous les fournisseurs de services intéressés soient incorporées en tant qu'Annexes à l'offre à commandes et applicables à tout produits fourni dans le cadre de cette offre à commandes. Ce processus serait-il réalisable et acceptable pour votre entreprise?
- 3.7 Dans le cadre de l'Initiative canadienne d'approvisionnement collaboratif, SPAC a la possibilité de permettre aux gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi qu'aux municipalités, aux établissements d'enseignement supérieur, aux écoles et aux hôpitaux (secteur MESSS) d'utiliser les outils d'approvisionnement fédéraux pour répondre à leurs besoins en matière d'achats. Votre entreprise serait-elle disposée à permettre aux signataires de l'Initiative canadienne d'approvisionnement collaboratif d'utiliser tout instrument d'approvisionnement subséquent (comme une offre à commandes)? (Pour de plus amples renseignements sur l'Initiative canadienne d'approvisionnement collaboratif, veuillez consulter le site <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/app-collaborat-procur/index-fra.html>.)
- 3.8 Quel pourcentage de votre volume d'affaires total les gouvernements provinciaux et territoriaux et les entités du secteur MESSS (comme il est décrit à la question 3.7) représentent-ils?
- 3.9 Votre entreprise autorise-t-elle les revendeurs de vos services? Si oui, votre entreprise autorise-t-elle les revendeurs à valeur ajoutée?
- 3.10 Si votre société autorise les revendeurs de vos services, ceux-ci peuvent-ils assumer des risques, au nom de votre société, liés à la responsabilité et à l'indemnisation?

- 
- 3.11 Si votre entreprise autorise les revendeurs de vos services: quels sont les modèles de prix les plus courants dans l'industrie? Les revendeurs offrent-ils des rabais ou des frais de service?
- 3.12 Si votre entreprise autorise les revendeurs pour vos services : Les revendeurs fournissent-ils leur propre plateforme sur laquelle les clients peuvent saisir l'information aux fins de la vérification de crédit? Ou fournissent-ils un lien direct vers votre plateforme?
- 3.13 Votre entreprise est-elle disposée à proposer à SPAC un modèle d'établissement des prix à niveaux multiples, en fonction du nombre de vérifications de crédit à réaliser?
- 3.14 À quelle fréquence votre entreprise doit-elle mettre à jour ses prix? Cela se fait-il généralement chaque année, deux fois par année, etc.?
- 3.15 Votre entreprise utilise-t-elle un modèle d'établissement des prix à niveaux multiples pour les dossiers de crédit de particuliers? Par exemple, votre entreprise facture-t-elle un tarif forfaitaire par vérification ou ce tarif varie-t-il en fonction du nombre d'utilisateurs dans l'organisation du client?
- 3.16 Votre entreprise effectue-t-elle des vérifications de crédit à l'échelle internationale (« à l'étranger »)? Dans la négative, quelles options pourriez-vous offrir aux clients qui auraient besoin d'une vérification de crédit internationale? (Par exemple, votre entreprise est-elle en mesure de sous-traiter des services internationaux de vérification de crédit?)
- 3.17 Si votre entreprise effectue des vérifications de crédit à l'échelle internationale (« à l'étranger »), exigez-vous que les clients se conforment à un ensemble distinct de modalités propre à ces vérifications?
- 3.18 Votre entreprise offre-t-elle des services de formation et de soutien pour les vérifications de crédit? Le cas échéant, quels types de formation offrez-vous (en classe, en ligne, etc.)? Le cas échéant, quels types de services de soutien supplémentaires offrez-vous?
- 3.19 Votre entreprise offre-t-elle des produits ou des services autres que la vérification du crédit de particuliers aux fins du filtrage de sécurité du personnel? Si oui, veuillez fournir une liste de tous les produits ou services que votre entreprise souhaiterait offrir au Canada, ainsi qu'une description de chaque produit ou service.